

Zimbabwe : L'UE durcit les sanctions pour violation des droits de l'homme

Page 2

VERSION

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du vendredi 25 février 2022

7 jrs/7

N°1869 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.



Mali : Goodluck Jonathan appelle à une transition courte

Page 16



Guinée : Une enquête pour récupérer des biens immobiliers de l'État

Page 14



Rabat crée une région militaire à sa frontière avec Alger

Page 8

ZIMBABWE

L'UE durcit ses sanctions face aux violations des droits de l'homme

L'Union européenne (UE) a renouvelé mardi 22 février ses sanctions contre le Zimbabwe, invoquant des violations continues des droits de l'homme et la fermeture de l'espace démocratique.



La cérémonie des Kora Awards, le plus grand rendez-vous musical africain

Lundi, l'UE a déclaré que la situation au Zimbabwe n'avait pas changé sous le président Mnangagwa, d'où la décision de prolonger l'embargo.»La situation en termes de respect des droits de l'homme ne s'est pas améliorée au Zimbabwe», a déclaré le bloc dans un communiqué .»L'intimidation de l'opposition politique et d'autres critiques du gouvernement a continué de restreindre l'espace démocratique et civique, qui est menacé de se rétrécir davantage à travers la loi sur la protection des données et les processus législatifs en cours tels que le projet de loi modifiant le projet de loi sur les organisations bénévoles privées et le soi-disant projet patriotique envisagé", lit-t-on dans le communiqué.

Mettre fin à l'impunité

Le gouvernement du président Mnangagwa a mis en place plusieurs lois visant ses détracteurs, notamment la société civile et les médias. Il est accusé d'avoir tenté de transformer le Zimbabwe en un État à parti unique en démantelant l'opposition et de ne pas punir les auteurs d'atteintes aux droits humains, composés en grande partie des forces de sécurité». Les auteurs de violations des droits de l'homme doivent être rapidement traduits en justice pour mettre fin à l'impunité», a déclaré l'UE. Il est important que les obligations internationales en matière de droits humains soient respectées et que les droits constitutionnels du peuple zimbabwéen soient respectés, poursuit l'UE .

Les sanctions ciblées

La suite à la page 3

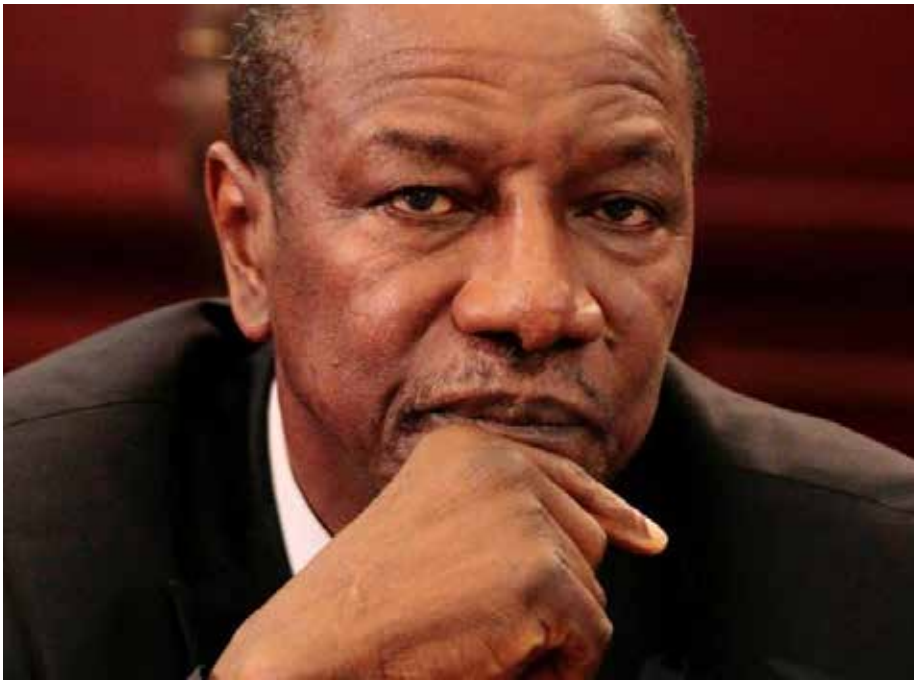
GUINÉE

La suite de la page 2

Dans cette optique, l'UE a rappelé que l'objectif de ses mesures restrictives est d'encourager un engagement démontrable, authentique et à long terme des autorités zimbabwéennes à respecter et à défendre les droits de l'homme et l'État de droit.»Les sanctions comprennent un embargo sur les armes et un gel des avoirs contre Zimbabwe Defence Industries, un fabricant d'armes appartenant à l'État".Le Zimbabwe impute sa longue crise économique aux sanctions des pays occidentaux, alors que l'UE indique que ses mesures «sont ciblées et très limitées». Pour l'UE, ces sanctions n'affectent pas le peuple du Zimbabwe, ni son économie, ses investissements étrangers directs ou son commerce»

K.Fiakofi

Plusieurs hauts responsables du régime d'Alpha Condé inculpés



En Guinée Conakry, des poursuites judiciaires sont en cours contre la mauvaise gouvernance, et les crimes économiques qui ont gangrené le pays. Plusieurs ministres et responsables de l'ex-régime ont été inculpés et placés sous contrôle judiciaire où mandat de dépôt par la Cour de répression des infractions économiques et financières.

C'est la Cour de répression des infractions économiques et financières (Crief) créée par les nouvelles autorités du pays après la chute de l'ex président Alpha Condé, le 5 septembre dernier, qui a diligenté les enquêtes et lancé les poursuites.

Selon les informations rapportées par plusieurs médias nationaux, dans le collimateur de la justice, se trouve l'ex ministre de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle Zenab Nabaya Dramé qui alimente

La suite à la page 5

GUINÉE

La suite de la page 3



les débats en Guinée, déjà inculpée, bien qu'elle se trouve hors du pays.

L'ex ministre chargé du Budget sous Alpha Condé, Ismaël Dioubaté (2010-2020), a été placé sous mandat dans une prison de Conakry et celui d'Etat et conseiller spécial à la présidence pendant cette période, Tibou Camara, placé sous contrôle judiciaire, a indiqué un communiqué du parquet de la Cour de répression des infractions économiques et financières (Crief).

Les deux derniers ont comparu mardi devant la Chambre d'instruction de la Crief et sont poursuivis pour «détournement de deniers publics, blanchiment de capitaux, corruption et complicité», a précisé, dans son communiqué, le procureur spécial Aly Touré.

Les mêmes sources informent que l'ex-directrice administrative et financière du ministère de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle, Mme Eveline Folla Mansara, a été inculpée et placée sous mandat de dépôt par la Crief. Une information judiciaire a aussi été ouverte contre Mme Zenab Dramé, dite Zenab Nabaya, qui dirigeait ce département ministériel sous Alpha Condé.

Le site d'actualité Guinéenews précise que ces personnalités sont accusées d'avoir détourné près de 132 milliards de francs guinéens lors de l'exercice de leurs fonctions. Pourtant la Crief n'a pas encore précisé les faits qui sont reprochés aux quatre accusés. Les interpellations continuent toujours avec aussi l'inculpation de l'ancien directeur du Fonds d'Entretien Routier (FER), Souleymane Traoré qui a été placé sous mandat de dépôt le mercredi 23 février. L'ancien gouverneur de la Banque Centrale de Guinée, Louncény Nabé, lui, son procès est renvoyé le 9 mars prochain. Il s'est absenté le 23 février passé alors qu'on l'attendait au tribunal de première instance de Kaloum pour répondre à des faits présumés de ''vol '' et '' d'abus de fonction''.

A noter que la lutte contre la corruption fait partie de l'un des engagements pris par le Colonel Mamady Doumbouya et ses hommes. Il a assuré qu'il n'y aurait pas de «chasse aux sorcières» mais que la justice serait la «boussole» du pays.

Lucien DAKISSAGA

SOMALIE

Le président et le Premier ministre s'accordent pour annuler un accord pétrolier

Le président somalien et son Premier ministre, deux autorités fréquemment à couteau tiré, se sont retrouvés le 19 février 2022 pour dénoncer avec vigueur des accords de production pétrolière avec une société américaine annoncés samedi par leur ministre de l'Énergie.



Le président somalien Farmaajo a annoncé l'annulation de l'accord de production pétrolière avec une société américaine

Dotée d'un important potentiel en pétrole et en gaz naturel, la Somalie a placé le secteur pétrolier au cœur de sa politique économique pour les prochaines années. C'est sans doute dans ce cadre que le vendredi 18 février, le ministre somalien du Pétrole Abdirashid Mohamed Ahmed et la société américaine Coastline Exploration ont signé un accord d'exploration pétrolière qui couvre sept contrats de partage de production en mer. Un «moment historique» selon le ministre qui a précisé que l'accord permettrait d'accélérer la feuille de route nationale d'exploration des ressources de pétrole et de gaz naturel, ont rapporté plusieurs médias locaux.

Cependant ce satisfécit n'a été que de courte durée.

Le chef de l'Etat et le Premier ministre annulent l'accord

Dès le lendemain de la signature de l'accord de production pétrolière, le président Mohamed Abdullahi Farmajo a annoncé l'annulation dudit accord. Pour le chef de l'Etat, cet accord viole le décret présidentiel 7/8/202. Ce décret interdit la signature d'accords relatifs aux ressources naturelles pendant les processus électoraux, afin de protéger les ressources pendant cette période sensible. «En conséquence, l'accord qu'a signé le ministre est nul et non avenu», a affirmé le président dans un communiqué cité par le média France 24. Le dirigeant a été rejoint par le Premier ministre Mohamed

La suite à la page 6

La suite de la page 5



Opposés depuis plusieurs mois, le Premier ministre Mohamed Hussein Roble est cette fois-ci d'accord avec le chef de l'Etat pour l'annulation de l'accord d'exportation pétrolière

Hussein Roble qui a qualifié l'accord d'«illégal» et d'«inacceptable». Il s'agit là de l'une des rares fois ces derniers mois où les deux hommes s'accordent.

La Somalie est l'un des pays les plus pauvres du monde et en proie depuis des décennies à des troubles de multiples natures, et notamment à une rébellion djihadiste meurtrière. Le pays se prépare à aller aux urnes le 25 février prochain pour les élections parlementaires, après de nombreux retards dans le processus. Le mandat du président a expiré en février 2021, mais il n'avait pas réussi jusque-là à organiser des élections. Les tensions qui ont suivi cet échec l'ont contraint à nommer Roble pour organiser le scrutin, mais la relation entre les deux hommes est tendue depuis plusieurs mois.

Line Rose

Une Nouvelle loi pour instaurer des quotas d'emplois pour les étrangers



Alors que le chômage bat du record et une résurgence du sentiment anti-migrants, le gouvernement prévoit d'introduire des quotas d'emploi pour les ressortissants étrangers.

Selon Aaron Motsoaledi, ministre de l'Intérieur, une loi est en cours de finalisation qui plafonnera le nombre d'étrangers que les entreprises appartenant à des locaux peuvent embaucher. Trois autres lois traitant de l'immigration et des réfugiés sont également à l'étude, selon le membre du gouvernement. «Si vous êtes un homme d'affaires sud-africain qui ouvre un restaurant ou une usine, aucune loi ne vous dit quoi faire, vous pouvez amener 100% de ressortissants étrangers ou 100% de Sud-Africains», a déclaré Motsoaledi à News 24 . «Nous disons qu'il y a un problème avec le chômage et l'absence de ces quotas», a précisé le ministre. Selon l'agence nationale des statistiques, environ

La suite à la page 7

AFRIQUE DU SUD

La suite de la page 6



Une flambée de violence xénophobe en 2015 a fait des dizaines de morts et vu des centaines de magasins saccagés et pillés

trois millions des 60 millions d'habitants de l'Afrique du Sud sont des migrants, dont beaucoup sont attirés par la perspective de trouver du travail dans l'économie la plus industrialisée du continent. Mais les emplois restent rares pour les non qualifiés, le taux de chômage atteignant actuellement un record de 35 %, et la présence d'étrangers a attisé le ressentiment de certains habitants qui les considèrent comme des concurrents pour les opportunités, le logement et d'autres services. Les attaques contre les migrants en 2008 ont fait au moins 22 morts et environ 6 000 personnes ont fui le pays. Une autre flambée de violence xénophobe en 2015 a fait des dizaines de morts et vu des centaines de magasins saccagés et pillés.

Les nouvelles lois sur les quotas ont mis plusieurs années à être élaborées, selon Motsoaledi.»Ce sont des problèmes qui ont été soulevés et qui ont été fortement soulevés maintenant, évidemment parce que le chômage empire de plus en plus, et aussi parce que Covid a aggravé ces défis», a-t-il déclaré. Certains partis d'opposition ont pointés du doigt la colère du public envers les étrangers. Action SA, favorable à l'instauration des quotas pour les étrangers, a remporté 16% des voix à Johannesburg lors des élections municipales de l'année dernière qui se sont tenues quelques mois seulement après sa fondation et son dirigeant Herman Mashaba, ancien maire de la ville, a toujours exigé que les migrants sans papiers soient expulsés. Début janvier, Julius Malema, le chef du parti populiste Economic Freedom Fighters, a tenté de forcer les propriétaires de restaurants près de Johannesburg à remettre leurs dossiers de personnel et leur a ordonné d'embaucher plus de Sud-Africains et moins d'étrangers.

K.Fiakofi

MAGHREB

Le Maroc crée une région militaire à sa frontière avec l'Algérie en pleine tension avec son voisin



La création de la nouvelle zone militaire survient dans une période de tensions entre Rabat et Alger

Le Maroc a créé une nouvelle région militaire le long de sa frontière avec l'Algérie, en pleine tension entre les deux voisins du Maghreb, a indiqué lundi 21 février la revue officielle de l'armée selon l'AFP.

Le territoire marocain, qui était jusque-là divisé en deux régions militaires, Nord et Sud, se découpe désormais en trois secteurs militaires avec la création de la nouvelle zone Est, le long de la frontière orientale avec l'Algérie. Le commandement de cette zone a été confié au général de division Mohammed Miqdad, dont la cérémonie d'investiture a eu lieu le 5 janvier, a précisé la Revue des Forces armées royales (FAR) dans sa dernière édition. «La création de cette entité a pour objectif d'assurer la cohérence du commandement, du contrôle et du soutien des composantes terrestres, aériennes et maritimes des FAR», et leur donner «plus de souplesse et de liberté d'action nécessaires à l'accomplissement des différentes missions», a précisé les FAR, selon la même source.

Cette nouvelle région militaire survient en pleine crise entre le Maroc et son voisin algérien. Une crise née au sujet du Sahara occidental et le récent rapprochement entre le Maroc et Israël. En août dernier, après des mois

La suite à la page 9

MAGHREB

La suite de la page 8



Le front Polisario et Israël sont les principales pommes de discordes entre les deux voisins Maghrébins

de frictions, Alger a rompu ses relations diplomatiques avec le Maroc, l'accusant «d'actions hostiles». Rabat a regretté une décision «complètement injustifiée». La question du Sahara occidental, ex-colonie espagnole considérée comme un «territoire non autonome» par l'ONU, oppose depuis des décennies le Maroc aux indépendantistes du Front Polisario, soutenus par l'Algérie.

L'ouverture de cette région militaire va orienter la défense marocaine sur un autre front

Le Polisario qui réclame un référendum d'autodétermination sous l'égide de l'ONU, prévu lors de la signature en 1991 d'un cessez-le-feu, mais jamais concrétisé, a affirmé avoir tué douze militaires marocains en février lors de différentes attaques dans le territoire disputé. A la mi-novembre 2020, un cessez-le-feu en vigueur depuis 29 ans au Sahara occidental a volé en éclats après le déploiement de troupes marocaines à l'extrême Sud du territoire pour déloger des indépendantistes qui bloquaient la seule route vers la Mauritanie. Selon ces derniers, elle est illégale car inexistante lors de la signature des accords de 1991.

Il est clair que l'ouverture de cette région militaire va orienter la défense marocaine sur un autre front.

Pierre Oued.

MALI

Les groupes armés du CSP prêts à soutenir les l'armée malienne après le départ des forces françaises



Les groupes armés du CSP se disent prêt à aider les FAMA à "combler le vide" laissé par le départ de Barkhane

Les groupes armées signataires de l'accord de paix avec les autorités du Mali en 2015, ont exprimé leur disponibilité à apporter leur aide à l'armée malienne pour combler le vide que laissera la France après le retrait de ses forces du pays.

Alors que la France a annoncé le retrait de ses militaires du territoire malien sur fond de crise politique avec les autorités de la transition malienne, les groupes armés du nord du pays, réunis au sein du Cadre stratégique permanent (CSP) ont indiqué qu'ils étaient prêts à aider les forces maliennes à combler le vide. Le CSP constitué des ex-rebelles indépendantistes de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) ainsi que les groupes de la Plateforme, a toujours défendu l'unité du Mali. « (…) C'est à nous maintenant de prouver à nos populations, à nos voisins, à la communauté internationale que nous sommes en mesure d'assurer la sécurité de notre pays et de nos populations. », a déclaré leur porte-parole, Moussa Ag

La suite à la page 11

MALI

La suite de la page 10



Malgré la présence des forces françaises au Mali, le terrorisme n'a pas pu être contenu et s'est propagé au Sahel et dans des pays côtiers

Acharatoumane, cité par Rfi le 22 février 2022.

Les clauses de l'accord de paix

"Par rapport à ce qui concerne les Russes, Wagner et tout cela, ce sont des choses sur lesquelles nous n'avons pas de preuves palpables de notre côté", a affirmé Moussa Ag Acharatoumane. A l'en croire, ce qui les lie au gouvernement, c'est l'accord de paix. Cet accord prévoit le redéploiement d'une armée reconstituée dans laquelle les ex-combattants des mouvements vont être intégrés. Le porte-parole du CSP a assuré que cette nouvelle armée reconstituée sera en mesure de protéger le pays et de protéger sa population.

Pour rappel, la présence française au Mali depuis 9 ans, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, notamment dans le Nord et le centre du pays n'a pas permis de contenir la menace qui s'est propagée vers d'autres pays de la région du Sahel et maintenant les pays Côtiers. Ce manque de résultats satisfaisants, accentué par la crise politique entre Paris et Bamako et a abouti au retrait des forces françaises du pays.

Line Rose

CONGO

L'OCDH milite pour la pénalisation de la torture

L'OCDH demande au gouvernement la pénalisation des crimes de torture

Le lundi 21 février 2022, l'Observatoire congolais des droits de l'homme (OCDH) a recommandé au gouvernement congolais d'adopter un nouveau Code pénal devant inclure le crime de torture. Il est question pour cette ONG de mieux faire réprimer ce fléau.

Au moins 80 cas de torture, ces 15 derniers mois, tous imputés aux agents de la force de l'ordre. C'est le constat fait par l'Observatoire congolais des droits de l'homme (OCDH). Face à la récurrence et la recrudescence des violences policières, l'ONG a formulé une recommandation auprès des autorités congolaises, à savoir que les crimes de torture soient pénalisés et mieux reprimés. « Le code pénal existe, mais il n'a jamais pris en compte la notion de torture. Ce que nous demandons au gouvernement c'est de réviser le code en y insérant la notion qui devrait être définie et réprimée », a déclaré Franck Chardin Aubin Tchibinda, directeur exécutif de l'OCDH, cité par rfi. A l'en croire, le fait que la torture ne soit pas

La suite à la page 13

CONGO

La suite de la page 12



Selon l'ONG, la plupart des crimes de torture sont imputés aux forces de l'ordre

définie dans le code pénal occasionne le libertinage des policiers qui se permettent de commettre des actes barbares sur les populations.

Des peines plus ferme

Selon des informations rapportées par rfi, le 9 février dernier, la justice congolaise a condamné à dix ans de travaux forcés quatre policiers jugés pour « coups et blessures volontaires ayant occasionné la mort d'un homme et l'infirmité de sept autres ». Pour l'OCDH, les peines prononcées n'ont pas été sévères au vu de la gravité des actes commis, d'où leur recommandation pour la pénalisation des crimes de torture.

En rappel, l'Observatoire congolais des droits de l'homme (OCDH) est une organisation non gouvernementale (ONG) qui promeut, défend et protège les droits humains en République du Congo. Il travaille sur plusieurs thèmes dans le but d'améliorer la situation en matière de droits humains, d'État de droit et de démocratie.

Line Rose

GUINÉE

La junte lance une enquête pour récupérer des biens immobiliers de l'État

La junte au pouvoir en Guinée Conakry a annoncé le 22 février 2022, avoir lancé une enquête pour récupérer des biens immobiliers de l'État, présumés spoliés, cinq mois après le coup d'État qui a renversé le président Alpha Condé. D'anciens dignitaires sont également visés par des poursuites judiciaires pour corruption.



Les autorités de la transition ont réquisitionné les biens immobiliers de l'Etat

Cette enquête vise plusieurs anciens responsables dont les anciens Premiers ministres Cellou Dalein Diallo, Sidya Touré et l'ancien président de transition, Sékouba Konaté (2009-2010), selon un document du parquet général de la Cour d'appel de Conakry, consulté mardi par l'AFP, a rapporté le média Voa Afrique.

Elle vise une quarantaine de personnes pour des «faits présumés de stellionat (le fait de vendre ou hypothéquer un bien dont on sait ne pas être propriétaire), complicité, faux et usage de faux» liés à des biens immobiliers bâtis et non bâtis, selon la même source.

Outre les anciens Premiers ministres Diallo et Touré, l'ancien chef de gouvernement Lansana Kouyaté, les anciens ministres Jean-Marc Télliano, Makalé Traoré et Papa Koly Kourouma ainsi qu'un chef de parti, Faya Millimono, ont été convoqués lundi par la junte dans le cadre de la campagne de récupération de ces biens, a affirmé lundi, leur porte-parole, Cellou Dalein Diallo. A en croire ce dernier, «tous les leaders politiques ont souscrit à l'action de récupération des biens de l'État mais ont demandé que la justice soit leur boussole. (C'est) pour éviter que d'honnêtes citoyens, ayant acquis des terrains et bâtiments relevant du domaine privé de l'État ne soient injustement et

La suite à la page 15

La suite de la page 14



Le colonel Mamady Doumbouya, chef de la junte, (milieu) pour qui la justice serait la «boussole» du pays

arbitrairement humiliés et spoliés».

La FNDC veut une transition transparente

De son côté, la FNDC, principale coalition de mouvements politiques et d'organisations de la société civile en Guinée, constituée notamment de partis des anciens Premiers ministres Diallo et Touré, a exigé mardi une publication des membres de l'organe dirigeant de la junte, Comité national de rassemblement pour le développement (CNRD).

Dans un communiqué, la FNDC juge cette publication nécessaire «par devoir de transparence et de responsabilité dans la conduite de la transition», après convocation de plusieurs de ses membres dans cette enquête.

Par ailleurs, des poursuites judiciaires sont lancées contre certains anciens dignitaires. L'ex-ministre du Budget sous Alpha Condé (2010-2020), Ismaël Dioubaté, a été placé sous mandat de dépôt, dans une prison de Conakry et l'ex-ministre d'Etat et conseiller spécial à la présidence, pendant cette période, Tibou Camara, placé sous contrôle judiciaire, a indiqué un communiqué du parquet de la Cour de répression des infractions économiques et financières (Crief).

Ils ont comparu mardi devant la Chambre d'instruction de la Crief et sont poursuivis pour «détournement de deniers publics, blanchiment de capitaux, corruption et complicité», a précisé, dans ce communiqué signé de son procureur spécial, Aly Touré, la Crief, selon notre source.

En rappel, les militaires qui ont pris le pouvoir par la force en Guinée ont fait de la lutte contre la corruption, réputée endémique, un de leurs grands combats.

Le colonel Mamady Doumbouya, chef de la junte qui s'est fait investir président, a assuré qu'il n'y aurait pas de «chasse aux sorcières» mais que la justice serait la «boussole» du pays. La junte a procédé à l'éviction de nombreux cadres des services de l'Etat.

Line Rose

MALI

Goodluck Jonathan appelle la junte au pouvoir à une transition courte



Le médiateur ouest-africain exhorte le Mali à une transition courte

Le médiateur ouest-africain pour le Mali, Goodluck Jonathan, a appelé, mardi, à une transition démocratique dans «les plus brefs délais». Cet appel intervient au lendemain de l'approbation d'un plan permettant à la junte militaire de rester au pouvoir pendant 5 ans.

Lundi, l'organe législatif au Mali, contrôlé par les militaires depuis le coup d'Etat d'août 2020, le CNT, a entériné une période de transition pouvant aller jusqu'à cinq ans avant des élections et un retour des civils à la tête du pays. Cette décision ne passe pas auprès du médiateur ouest-africain pour le Mali, Goodluck Jonathan, qui souhaite le retour à un régime démocratique le plus rapidement possible. «Je ne peux pas dire avec autorité parce que je ne suis pas le président... mais parce que je suis le médiateur, nous pensons que cinq ans, c'est trop long pour un gouvernement de transition», a déclaré Goodluck Jonathan,

La suite de la page 17

La suite de la page 16



Goodluck a remis en question la légitimité du Conseil national de transition qui a entériné une période de transition pouvant aller jusqu'à 5 ans

qui doit se rendre au Mali jeudi, selon Africanews.

«Je pense que la CEDEAO pourrait ne pas l'accepter... Nous allons poursuivre les négociations avec eux et faire en sorte qu'ils réduisent cette durée», a-t-il ajouté.

Légitimité du Parlement

Goodluck Jonathan a également remis en question la légitimité du Parlement malien, le Conseil national de transition, qui a été frappé par les sanctions de la CEDEAO en novembre dernier.

«Le parlement du Mali fait partie d'un gouvernement du Mali qui est une aberration, ce ne sont pas des membres élus», a-t-il déclaré. «Nous devons y mettre fin le plus rapidement possible» ajoute-il.

Goodluck Jonathan se prononçait sur le cas du Mali en marge d'une réunion du «Conseil des sages» qu'il présidait et qui travaille sur la «diplomatie préventive» et la «prévention des conflits» dans la région. Dans une déclaration, il a indiqué que le conseil a constaté que «les systèmes éducatifs médiocres de la région» étaient liés à l'instabilité. Il a recommandé, entre autres, de «plaider en faveur d'un meilleur financement de l'éducation» et de «rajeunir l'économie et l'industrie de la région pour enrayer le chômage croissant", a rapporté Africanews.

En ce qui concerne les pays actuellement en proie à des troubles, à savoir le Burkina Faso et la Guinée, en plus du Mali, l'ex-chef d'Etat nigérian a confié que « la mauvaise gouvernance elle-même doit être examinée.»

Line Rose

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Soudan : Al-Burhan appelle à un consensus national pour sortir de la crise politique



Selon l'Agence Ecofin, le chef du Conseil souverain soudanais, Abdel-Fattah Al-Burhan, a appelé, le mercredi 23 février 2022, les forces politiques à un «consensus national pour faire sortir le pays de la crise». «Les forces armées ne remettront le pouvoir qu'à un gouvernement élu», a rapporté le communiqué citant al-Burhan. Il a évoqué les défis et les menaces auxquels le Soudan est confronté, exhortant toutes les composantes de la société soudanaise à coopérer avec les forces régulières pour maintenir et préserver la sécurité du pays.

Rwanda : KIFC lorgne les fonds du Luxembourg et de la Suède

Le Centre financier international de Kigali (KIFC) attend des investisseurs en provenance du Luxembourg et de la Suède, alors qu'il se positionne comme place de choix pour les investissements en Afrique, a rapporté Jeune Afrique. Selon Ntoudi Mouyelo, le directeur des investissements de Kigali International Financial Centre (KIFC), un fonds luxembourgeois a « confirmé son intérêt » pour l'ouverture d'une entité sur la place financière rwandaise. Le fonds dont le nom n'est pas encore dévoilé veut utiliser le pays comme un hub lui permettant d'investir dans la dette obligataire des PME africaines.

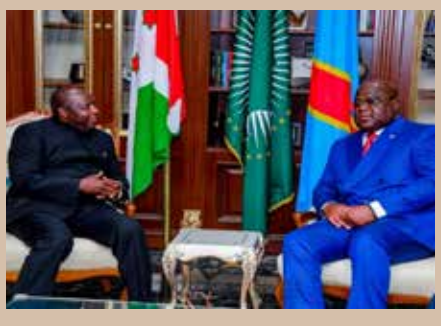
Rwanda : Catalyseur fiscal activé



Selon French.china.org.cn, la Chine et le Rwanda ont signé, le 7 décembre 2021, un accord sur « la suppression de la double imposition et sur la prévention de la fraude et de l'évasion fiscale sur le revenu » (DTAA), à Kigali. L'objectif de cet accord est de faciliter les investissements entre les deux pays, en réduisant les charges des investisseurs, mais aussi de renforcer les liens commerciaux. Cette coopération en matière fiscale est d'une grande importance pour le développement sain et stable des relations économiques et commerciales bilatérales, selon Rao Hongwei, ambassadeur de Chine au Rwanda, cité par notre source.

La RDC et le Burundi ont réaffirmé leur volonté d'éradiquer les groupes terroristes

Les présidents burundais, Evariste Ndayishimiye et congolais, Félix-Antoine Tshisekedi, ont réaffirmé, mercredi 23 janvier 2022, leur volonté d'éradiquer définitivement les forces négatives et les groupes terroristes qui pullulent dans l'Est de la RDC. Au sujet des échanges commerciaux, les deux hommes d'Etat ont réitéré leur adhésion aux projets d'intégration régionale.



INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Le Kenya appelle à l'augmentation des contributions au Fonds mondial



Le président kényan, Uhuru Kenyatta, a exhorté, mercredi 23 février 2022, les gouvernements et les autres parties prenantes, y compris le secteur privé, à augmenter leurs contributions financières au Fonds mondial de de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Dans un communiqué publié par la présidence, Uhuru Kenyatta a indiqué que l'augmentation des contributions au Fonds mondial et l'élargissement des partenariats de l'entité vont permettre de réunir les ressources adéquates nécessaires pour stimuler la lutte mondiale contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme.

COVID-19 : Le Togo allège les mesures restrictives



Le Togo a décidé, mardi 22 février 2022, de nouveaux allègements des mesures restrictives face à la COVID-19, faisant état d'une baisse du taux de contamination à la maladie depuis début février, selon un communiqué gouvernemental, cité par Xinhua. Dans ledit communiqué, le gouvernement a précisé avoir pris ces mesures en «tenant compte de la baisse du taux de positivité, conformément à ses engagements et suite à l'avis du conseil scientifique». A la date du 22 février, le nombre total des cas confirmés de COVID-19 au Togo s'élève à 36.764, dont 36.403 guérisons, 89 cas actifs et 272 décès.

L'ONU demande la libération de 4 Casques bleus arrêtés en RCA



Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a fermement condamné, mercredi dernier, l'arrestation de quatre soldats français, membres de la Mission des Nations unies en République centrafricaine (MINUSCA) chargés de la protection rapprochée du chef d'état-major de la force MINUSCA. Dans un commuiqué, le chef de l'ONU a appelé le gouvernement de la République centrafricaine «à respecter toutes ses obligations en vertu du droit international, y compris l'accord sur le statut des forces, et à remettre sans condition et sans délai ces membres de la MINUSCA».

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Les studios de jeux vidéo africains s'unissent pour créer un éditeur continental



10 studios de jeux en Afrique se sont regroupés sous une même enseigne, le Pan Africa Gaming Group (PAGG), dans le but d'unifier le secteur des jeux du continent, a rapporté l'Agence Ecofin. La coalition a déclaré vouloir développer l'industrie du jeu en Afrique et veut permettre à l'industrie continentale du jeu de débloquer le prochain milliard de joueurs dans le monde. L'annonce a été faite, le mercredi 23 février 2022, dans le cadre de la Semaine des jeux africains 2022, qui se déroule au Cap, en Afrique du Sud.

Le Niger va devenir un pays producteur d'hydrogène vert



Selon l'agence Ecofin, le Niger jouit d'une des meilleures irradiations solaires de la région. Un atout majeur pour la production d'une énergie propre qui va alimenter les électrolyseurs à la base de la production d'hydrogène. Lundi 21 février dernier, le gouvernement nigérien et Emerging Energy Corporation (EEC), un fournisseur allemand de solutions énergétiques, ont signé un accord visant à étudier ensemble des opportunités de développer des projets commerciaux d'hydrogène vert dans le pays ouest-africain. Outre la production d'hydrogène vert, EEC précise qu'il investira dans des projets de décarbonisation des opérations pétrolières.

Mali : La CEDEAO à Bamako pour tenter de fixer pour de bon la durée de la transition



La délégation conduite par le Nigérian Goodluck Jonathan, arrivée jeudi à Bamako, participera à plusieurs séances de travail jusqu'à vendredi. La durée de la prolongation de la période de transition sera de nouveau au cœur des discussions du médiateur de la Communauté économique ouest-africaine et des autorités maliennes, qui cherchent à s'entendre sur un « délai raisonnable ». Goodluck Jonathan rencontrera les membres du Comité local de suivi de la transition, les représentants d'institutions, des diplomates et les autorités de transition. Le Mali veut obtenir au plus vite la levée des sanctions économiques imposées depuis le 9 janvier par la CEDEAO.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Guinée : Trois anciens ministres d'Alpha Condé inculpés



Un ex-ministre guinéen a été écroué et un autre placé sous contrôle judiciaire à Conakry pour «détournement de deniers publics et corruption», a annoncé, mardi dernier, un parquet spécial. L'ancienne ministre de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle, Zenab Nabaya Dramé, qui alimente les débats en Guinée, a aussi été inculpée, bien que absente du pays. Selon le site d'informations Guinéenews, ils sont accusés d'un détournement présumé de près de 132 milliards francs guinéens.

Côte d'Ivoire : Interrogations sur une nouvelle absence du président de l'Assemblée nationale



Depuis fin janvier, le président de l'Assemblée nationale, Amadou Soumahoro, est en voyage pour une durée indéterminée. Le chef des députés a confié l'intérim au vice-président Adama Bictogo. Aucun motif officiel ne précise l'absence du président de la chambre parlementaire, même si beaucoup évoquent des problèmes de santé que l'élu de 68 ans traîne depuis son installation au perchoir. Depuis son élection à la tête de l'Assemblée en 2019, Amadou Soumahoro multiplie les déplacements à l'étranger pour se soigner, notamment en Turquie.

Congo : Une ONG présente le pays comme un « désert médical »



Le Centre d'actions pour le développement (CAD) a présenté, le mardi 22 février 2022, son rapport sur l'état des droits de l'homme au Congo. Résultat d'une enquête menée pendant près d'une année, selon le journaldebrazza.com. Cette ONG a affirmé que les droits liés à l'accès à la santé sont violés en permanence dans le pays. Pour ce défenseur des droits de l'homme au Congo, l'offre de santé est médiocre. « L'argent public est dilapidé. Nos autorités partent se faire soigner à l'étranger parce qu'elles sont conscientes que nos hôpitaux sont pauvres. (...) Le Congo est un désert médical de 342 000 kilomètres carrés », a-t-il dénoncé.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Algérie-Mauritanie : Ouverture d'une première ligne maritime commerciale



L'Algérie et la Mauritanie ont inauguré, le jeudi 24 janvier 2022, leur première ligne maritime commerciale régulière. Le premier voyage a démarré, le jeudi, à partir du port d'Alger en direction du port de Nouakchott, en Mauritanie, a indiqué l'Agence Anadolu. Ayant affiché leur volonté de renforcer leurs échanges commerciaux, les deux pays ont conclu, en 2021, plusieurs accords dans ce sens. Le premier voyage a acheminé des conteneurs de matériel pharmaceutique, sous la responsabilité du Groupe algérien de transport maritime (GATMA).

Nigeria (Credit Suisse): les listings qui relancent le scandale de corruption de Siemens dans le pays



Déjà condamné dans cette affaire, Eduard Seidel, ex-cadre du groupe allemand, a détenu six comptes dans la banque, dont la justice n'avait pas connaissance, selon Le Monde. Un an de prison avec sursis et 240 000 euros d'amende: Eduard Seidel a limité la casse. Le jugement du tribunal de Munich pour corruption d'agents publics étrangers, prononcé contre lui le 30 octobre 2008, ne le privera pas de la liberté. Eduard Seidel est pourtant l'une des figures majeures de l'un des plus grands scandales de corruption touchant une entreprise européenne au Nigeria, a ajouté notre source.

Nigeria/ Corruption : le super-flic était un trafiquant de drogue



Haut gradé et décoré, Abba Kyari avait tout du parfait policier nigérian. Il est désormais accusé d'appartenir à un réseau international de trafiquants de drogue, a rapporté Courrier international. C'est un scandale qui secoue tout le Nigeria : un "super-flic", réputé pour ses réussites dans la lutte antidrogue, a été arrêté pour son implication présumée dans un cartel de contrebande de cocaïne. Lui et quatre autres policiers sont accusés d'être impliqués dans un trafic portant sur 25 kilos de cocaïne, a ajouté notre source.

Rwanda : APR FC, 39 trophées en 28 ans d'existence

Créé en juin 1993, le club de l'Armée Patriotique Rwandaise Football Club (APR FC) écrit en or son histoire dans le livre du football rwandais et de l'Afrique, a relaté Africa Foot United. Vainqueur du championnat, de la Coupe nationale, de la Supercoupe et de la Coupe Kagame, l'APR FC compte dans son armoire 39 titres remportés en 28 ans d'existence, dans 4 différents tournois. Dans la Premier League, il a remporté 19 titres et devient le club le plus titré. En Coupe nationale, il a été 14 fois champion, 3 fois vainqueur de la Supercoupe et 3 fois vainqueur de la Coupe Kagame.

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso
+ 226 76 60 97 21
contact@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/ P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Rédacteurs en Chef Délégués
Lonsani SANOGO
Leylatou TIENDREBEOGO

Equipe de rédaction
Lonsani SANOGO
Oumou KONATE
Roseline BADO
Leylatou TIENDREBEOGO
Fatoumata COMPAORÉ
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
Pierre OUEDRAOGO
Augustin NIKIEMA
Fiakofi KOSSI
Line Rose BAMBARA
Nang-Yanan RAOUL
Abdoul Karim TAPSOBA
Lucien DAKISSAGA

Équipes de montage
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
Francis KOMBOÏGO

Distribution
www.quotidiennumerique.com

Service Commercial
contact@sc-mail.info
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 64 20 00 26

Retrouvez le QNA dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viapresse.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MONKIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tigo
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCE


Le Quotidien Numérique
d'Afrique
Occupez
une page entière
dans votre
Journal
Le Quotidien Numérique
Votre Message Personnalisé
Sur une Page entière
TTC
A Seulement
≈ 90 €
≈ 104 $
≈ 59 000 FCFA
http://quotidiennum
Contacts :
+226 76 20 00 26 / + 226 61 07 04 04
contact@sc-mail.info